

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21039 - 78ÈME ANNÉE

DES DIRIGEANTS AFRICAINS DÉNONCENT L'OCCIDENT ABSENTE DU SOMMET SUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



Les dirigeants sénégalais Macky Sall, président tournant de l'Union africaine (UA), ghaéen, Nana Akufo-Addo, congolais, Félix Tshisekedi, la présidente de l'Éthiopie, Sahle-Work Zewde, et Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'UA, ont déploré l'absence des chefs d'État des pays industrialisés au sommet consacré à l'adaptation de l'Afrique au changement climatique, le 5 septembre à Rotterdam.

«Nous avons fait l'effort de quitter l'Afrique pour venir à Rotterdam et ils sont absents de cette salle alors qu'il était certainement plus facile pour eux de se déplacer. Ils sont les principaux pollueurs et doivent financer l'adaptation» des pays qui ne sont pas responsables du dérèglement climatique, a dénoncé Macky Sall.

UNE SITUATION ALARMISTE

A deux mois de la conférence des Nations unies sur le climat (COP27) de Charm el-Cheikh, en Égypte, les dirigeants africains

souhaitaient profiter de ce sommet organisé par le Centre mondial pour l'adaptation (GCA) pour mobiliser l'attention internationale sur l'une des priorités du continent alors que la pandémie de Covid-19 et le choc inflationniste lié à la crise ukrainienne amenuisent ses capacités financières.

Selon une étude parue dans la revue Communications Earth and Environment, intitulée « *Projections probabilistes de l'augmentation du stress thermique due au*

climatique », place l'Afrique subsaharienne parmi les principales régions menacées par des températures « très dangereuses » pour les humains en 2100.

Réalisée par des chercheurs d'Harvard University et de l'Université de Washington, cette étude a indiqué que les zones tropicales pourraient faire face à des « températures extrêmement dangereuses » pour les humains sur de longues périodes.

L'étude définit comme « dangereuses » pour les humains, les températures à partir de 39,4°C, et « extrêmement dangereuses » à 51°C. Dans le pire scénario, ces températures pourraient durer deux mois de l'année dans les régions les plus affectées, en tête, l'Afrique subsaharienne et le sous-continent indien.

En dehors des zones tropicales, les épisodes de canicules dévastatrices risquent de devenir des phénomènes annuels, selon l'étude. D'ici 2050, il suffira d'une augmentation de 1,2 à 1,9 degré Celsius environ pour accroître entre 25 et 95% le nombre d'Africains sous-alimentés (+ 25% en Afrique centrale, + 50% en Afrique de l'est, + 85% en Afrique australe et + 95% en Afrique de l'ouest).

«L'AFRIQUE EST LÉSÉE À LA FOIS PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE FINANCEMENT CLIMATIQUE»

Le Président congolais Félix Tshisekedi a fait part de sa désapprobation vis-à-vis de «l'injustice» que subit l'Afrique dans le cadre du financement climatique malgré la place qu'occupe le continent dans la régulation du climat.

S'exprimant lors du sommet sur l'adaptation de l'Afrique au changement climatique, Felix Tshisekedi a déclaré que l'Afrique est lésée du fait qu'elle contribue à la lutte contre le changement climatique mais ne bénéficie que de moins de 3% du financement climatique mondial.

Le sommet devrait contribuer à accélérer le décaissement des 25 milliards de dollars d'investissements d'ici à 2025 devant permettre au continent de mieux contrôler sa vulnérabilité climatique.

«L'Afrique est lésée à la fois par le changement climatique et par le financement climatique. Alors que l'on estime qu'elle aurait besoin d'environ 36 milliards de dollars par an pour faire face aux impacts négatifs du changement climatique, elle n'en perçoit que 6 milliards», a déclaré Felix Tshisekedi.

Il a également déploré lors de ce sommet *«l'absence des leaders des nations industrialisées ainsi que de représentants du secteur privé qui sont les plus grands pollueurs».*

Le Président de la République Démocratique du Congo, qui préside également la Communauté économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) et la communauté des États d'Afrique Australe (SADC), a appelé les pays industrialisés à «concrétiser» leurs promesses en faveur de l'adaptation de l'Afrique au changement climatique mais surtout pour le bassin du Congo.

MANQUE DE FINANCEMENT

«Nos pays sont d'ores et déjà contraints de consacrer entre 2% et 5% de leur PIB pour faire face à un problème qu'ils n'ont pas créé. Ils reçoivent une part insignifiante de financements internationaux. C'est une des plus choquantes injustices à l'égard du continent», a critiqué Moussa Faki Mahamat.

Selon un rapport du Global Center on Adaptation (GCA), en 2019 et 2020, une somme estimée à 11,4 milliards de dollars aurait été allouée au financement de l'adaptation climatique en Afrique, dont plus de 97% proviennent d'acteurs publics et moins de 3% d'acteurs du secteur privé.

Cette somme est largement inférieure aux

52,7 milliards de dollars par an d'ici 2030 estimés nécessaires pour les pays africains. Cette somme est nécessaire pour mettre en œuvre les politiques d'adaptation élaborées par les gouvernements africains d'ici à 2030.

Seule une partie peut être assurée sur des ressources intérieures. Le Rwanda a par exemple déjà averti qu'il n'était pas en mesure de couvrir plus de 40 % de ses besoins, le Ghana un tiers et le Kenya à peine plus de 10%.

En 2019 et en 2020, les pays industrialisés ont contribué à hauteur de 11 milliards de dollars, selon les données publiées par le GCA. 97% provenaient de financements publics et en particulier de banques multilatérales de développement, et plus de la moitié de ces financements étaient des prêts contribuant à alourdir l'endettement des pays.

La Banque africaine de développement (BAD) et le GCA ont lancé en 2021 un Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique, dont l'objectif est de réunir 25 milliards de dollars d'ici à 2025 pour soutenir par exemple des initiatives d'adaptation dans le domaine agricole ou construire des infrastructures capables de résister aux chocs climatiques.

«Les Africains ne sont pas en train de mendier ni d'attendre. Ils mettent de l'argent sur la table», a souligné le président de la BAD, Akinwumi Adesina, en rappelant les pays industrialisés à leur devoir de solidarité.

Ce programme est composé de deux volets : un fonds d'amorçage de 250 millions de dollars qui doit permettre d'évaluer la faisabilité des projets, et, dans un second temps, un plan de financement. La BAD espère lever cette somme lors de la COP27.

CLIMAT : RÉUNION SUR LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCES EN AFRIQUE AUSTRALE

La nécessité d'une expansion majeure des systèmes d'alerte précoce en Afrique australe afin de protéger les vies et les moyens de subsistance des impacts de plus en plus extrêmes du temps et du changement climatique sera abordée lors d'une réunion au niveau ministériel à Maputo, au Mozambique, du 5 au 9 septembre.

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'objectif principal de la réunion ministérielle sur l'initiative des systèmes intégrés d'alerte précoce et d'action rapide est d'élaborer un plan d'action régional pour mettre en œuvre l'appel du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, selon lequel chaque personne sur terre devrait être protégée par des systèmes d'alerte précoce dans les cinq prochaines années.

Une déclaration ministérielle - la déclaration de Maputo sur la réduction du fossé entre l'alerte précoce et l'action précoce - sera l'un des principaux résultats de la conférence, qui est organisée par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Commission de l'Union africaine (CUA), le gouvernement du Mozambique et d'autres partenaires dont l'OMM.

Cette réunion intervient alors que la saison des pluies 2021/2022 a vu six systèmes cycloniques apporter des pluies torrentielles dévastatrices qui ont provoqué des dégâts colossaux dans la région en l'espace de six semaines, notamment au Mozambique et à Madagascar.

LA VIE DE CENTAINES DE MILLIERS DE PERSONNES MENACÉE PAR DES PHÉNOMÈNES MÉTÉO EXTRÊMES

«Les phénomènes météorologiques et climatiques

extrêmes tels que les inondations graves, les sécheresses, les cyclones et tempêtes tropicales, les vagues de chaleur et les inondations côtières ont érodé les acquis du développement et menacent la vie de centaines de milliers de personnes», a déclaré le Secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas.

De son côté, l'Afrique du Sud a subi des inondations meurtrières en avril 2022, faisant des centaines de morts et forçant des milliers de personnes à quitter leur domicile. Le sud de Madagascar est en proie à une sécheresse prolongée et aiguë. Le pays hôte, le Mozambique, a été frappé par le cyclone tropical Idai qui a dévasté la ville de Beira et la province de Sofala au Mozambique en 2019. Il a été suivi un mois plus tard par le cyclone tropical Kenneth, le cyclone le plus puissant jamais enregistré dans l'hémisphère sud, qui a touché la partie nord du Mozambique.

Ces deux cyclones ont tué plus de 700 personnes et en ont déplacé 420.000. Pour l'OMM, les alertes précoces ne sont pas un luxe, mais restent *« un outil essentiel de l'adaptation au climat »*. *« C'est pourquoi les communautés africaines sont l'une des principales cibles de la campagne [Des alertes précoces pour tous] », a ajouté M. Taalas.*

UN TIERS DE LA POPULATION MONDIALE PAS COUVERT PAR DES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE

Bien que des alertes précoces aient été émises, elles n'ont pas atteint ceux qui en avaient le plus besoin. Dans le cas d'Idai, personne ne s'attendait à une tempête d'une telle ampleur et les alertes n'ont pas communiqué l'impact et les dommages potentiels, en particulier pour les maisons vulnérables des communautés pauvres.

En outre, les alertes précoces n'ont pas été utilisées pour lancer des actions anticipées dans la fenêtre de temps critique entre la prévision et l'arrivée effective du cyclone, afin d'atténuer à l'avance l'impact des pluies torrentielles et des vents dévastateurs. Les Nations Unies admettent qu'un tiers de la population mondiale, principalement dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, n'est

toujours pas couvert par des systèmes d'alerte précoce.

En Afrique, 60 % des personnes ne sont pas couvertes. *« Cette situation est inacceptable. Pour aider ces pays à atteindre la cible G du cadre de Sendai, le soutien international doit être renforcé afin qu'ils puissent mettre en place et développer leurs systèmes d'alerte précoce. »*, a affirmé dans un communiqué Mami Mizutori, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe et chef du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR).

LE PLAN D'ACTION QUINQUENNAL DU CHEF DE L'ONU POUR LES SYSTÈMES UNIVERSELS D'ALERTE PRÉCOCE

Par ailleurs, la communauté humanitaire en Afrique australe a intensifié ses efforts, au cours des dernières années, pour offrir un soutien plus aligné et harmonisé aux États membres de la SADC en liant efficacement les alertes précoces à l'action d'anticipation. Ces prévisions font désormais partie du mandat du Programme alimentaire mondial (PAM).

« L'action anticipative s'est avérée efficace pour réduire l'empreinte humanitaire des catastrophes et, par conséquent, a nécessité des investissements dans les opérations d'intervention d'urgence », a fait valoir Margaret Malu, Directrice régionale adjointe du bureau régional du PAM pour l'Afrique australe.

A noter que la déclaration ministérielle de la conférence de Maputo contribuera à renforcer le soutien politique en faveur d'une déclaration des chefs d'État à la COP 27 sur les alertes précoces et l'adaptation au climat, conformément aux priorités de la présidence égyptienne.

La réunion de Maputo contribuera également à un cadre intégré pour réaliser le plan d'action quinquennal du Secrétaire général des Nations Unies pour les systèmes universels d'alerte précoce. L'OMM en présentera un plan à la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, COP27, en Égypte en novembre 2022.



DOPI LA MOUSH BLÉ É LA MOR POU NOUT RÉZIN MARON, ZISKA LA MÉNASS POU NOUTE GOUYAVYÉ !

Mézami mi rapèl lépizode moush blé néna in bon koup de tan, sa l'ariv issi la Rényon .Dann déssèrtènn radyo demoune téi éspingn pars bande moush-la téi rante dann marmite épizapré ou téi trouv in paké pti vèr dann oute kari-ziss bon pou zété !

Dann komansman mwin la panss demoune téi invante in pé pars sanm pou mwin moush néna in roprodikssyon ovipare :donk li ponde dozèf épizapré sète uit zour konmsa lo zèf i éklo pou donn pti vèr. Donk lé pa possib li ponde dann marmite é tré p d'tan apré néna pti vèr . Afors demoune téi di sa, mwin la fini par rande amwin konte par mwin mèm demoune i pé pa invante in n'afèr konmsa.

L'èr-la, in kamarade la di avèk mwin toute moush la pa ovipare, déssèrtènn lé vivipar donk zot i ponde dirèktoman bande pti vèr dann marmite.. Lo tan la passé , lo moush blé li mèm la diminyé ;mi panss zordi li la fine disparète. Disparète an mèm tan é rézin maron. Mé kèl rapor ?

Pars l'avé in bataye téi éspass an déor d'nout vi anou rényoné.An fète, bande sèvis agrikol l'avé désside siprime rézin maron pars sa la pa in kékshoz de shé nou é pou détrui sa in pé la parti dann zil moluques-L'indonésie- pou alé rode bande déstriktrè rézin maron- lo tro famé moush blé. Konm l'afèr téi éspass an koulisse, nou rényoné d'baze nou té i koné pa in pé té apré zoué avèk lo fé.

Détrui rézin maron sé priv bande zèlvèr moush a myèl d'in rékolt domyèl. Détrui rézin maron sé priv anou d'in frui nou téi manz dopi étan pti.. An fète lo rézin maron la fine bien diminyé zordi.

Mi rapèl in konvèrsasson avèk in lansien mèr sosyalist la Plène palmist.Kan mwin la di ali dan la zourné mwin la vi moush blé dann son komine, li la di amwin an prinsip sa i monte pa tro dsu la otèr.Mé li la di amwin-vré , pa vré, mi vande konm mwin l'ashtë-i paré an o-lyeu déssèrtin téi vé ziska détrui gouyavyé pars sa la pa in plante indigène pou nou. Rozman la koupe la manké gouyavyé la kontinyé lo parkour ni koné, mé pa rézin maron imolé dsu l'otèl bande konéssèr-an touléka sak i kroi zot i koné myé ké nou noute zintéré rényoné.

A bon ékoutèr, salu.

Justin

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433